

Législatives

Les agriculteurs dans l'arène

Avec 126 candidats en 2017, contre seulement 46 en 2012, les agriculteurs affichent leur volonté d'à nouveau peser dans l'hémicycle.

EN PISTE

Le Parti animaliste

> Défenseur de la cause animale, pourfendeur de la chasse ou de la corrida et promoteur d'une consommation réduite de produits animaux, le tout jeune Parti animaliste a investi 147 candidats aux législatives 2017. Objectif : faire entendre sa voix sur la scène politique française.

Un premier tour des élections législatives n'a jamais été autant disputé depuis 2002. 7 882 candidats pour 577 sièges : chaque circonscription compte environ quatorze postulants. Et si la majorité est enseignant ou fonctionnaire, le secteur agricole crée la surprise avec son nombre record de candidats : 126 représentants de la profession briguent un mandat de député en 2017, alors qu'ils étaient seulement 46 en 2012.

Dans le détail, ces représentants de la profession comptent parmi eux 104 exploitants, onze salariés et onze retraités agricoles. La plupart se rassemblent sous la bannière des Républicains, avec 17 personnes en lice

issues du secteur. Les Écologistes les talonnent de près avec 15 concurrents, ainsi que La République en marche, avec 12 prétendants.

L'OUEST EN FORCE

D'après les données du ministère de l'Intérieur, si la moyenne d'âge de l'ensemble des candidats est enregistrée à 48,5 ans, celle des postulants agricoles s'établit à 53 ans.

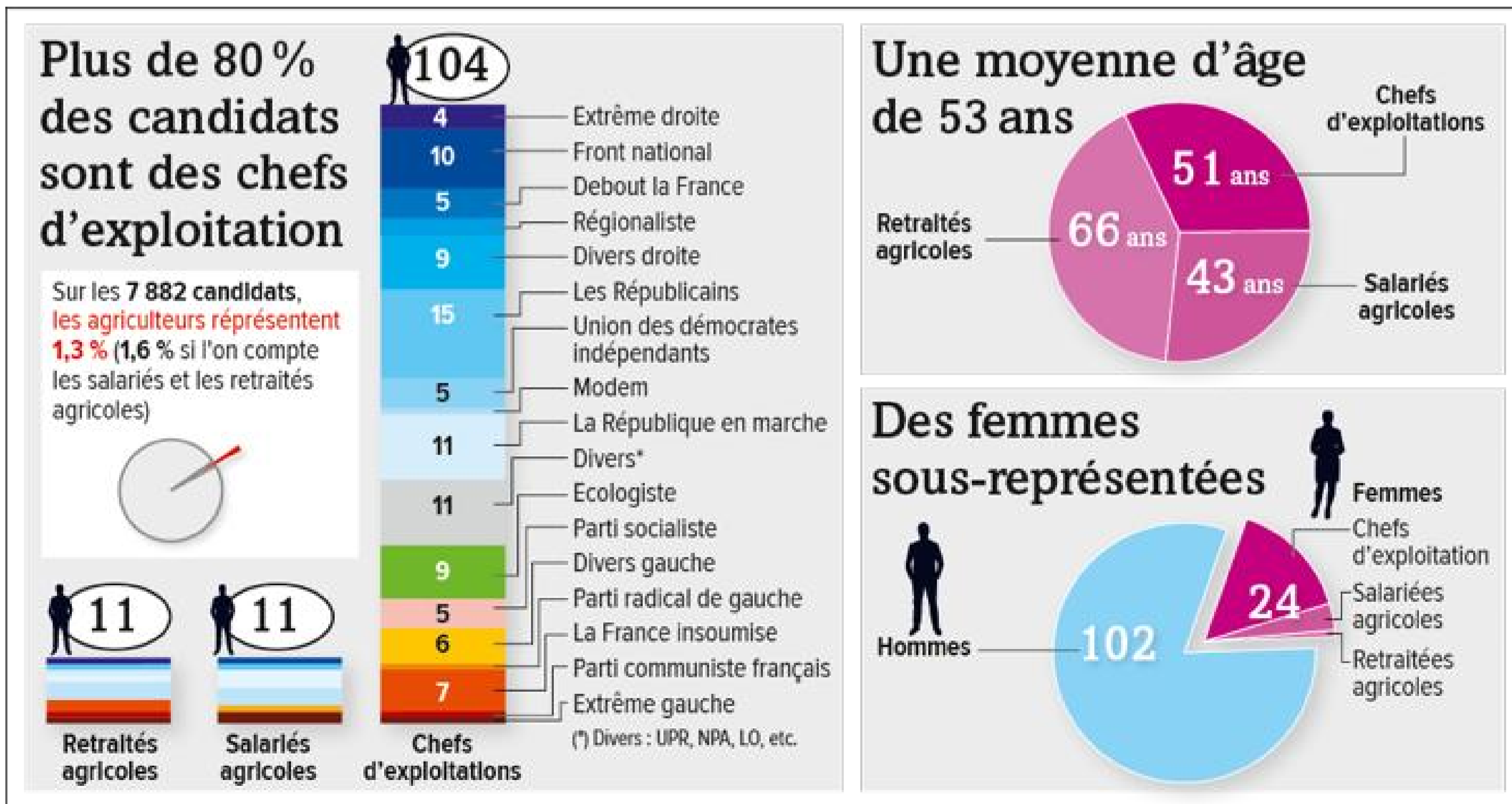
Les femmes sont par ailleurs très fortement sous-représentées parmi les candidats de l'agriculture : elles n'incarnent environ qu'un cinquième d'entre eux, soit 20 points de moins que pour l'ensemble des candidats (42,4 %

de femmes candidates au total).

Autre tendance : l'Ouest s'affiche en force avec des Bretons, des Ligériens et des Néo-aquitains très mobilisés pour ces élections. À noter aussi le fort engouement des anciens ministres de l'Agriculture pour l'hémicycle, avec Stéphane Le Foll, Bruno Le Maire, Hervé Gaymard et Jean Glavany, inscrits sur la liste des prétendants.

Cela suffira-t-il à faire entendre davantage la voix des agriculteurs et de la ruralité au sein de l'hémicycle ? En 2012, sur les 46 agriculteurs présents au premier tour, 21 ont atteint le second tour et quinze ont finalement décroché un mandat. Réponse les 11 et 18 juin.

Rosanne Aries



ne

Bannières. La plupart des agriculteurs candidats aux législatives 2017 se présentent sous les bannières des Républicains, des Ecologistes ou du mouvement présidentiel En marche.

CHRISTIAN WATIER



UNION DE LA DROITE ET DU CENTRE

YVES D'AMÉCOURT (GIRONDE)

« Faire remonter les problématiques agricoles et rurales »



Fils d'agriculteur de la Sarthe, Yves d'Amécourt, 49 ans, a repris il y a vingt ans une exploitation viticole de l'Entre-deux-Mers, en Gironde. Son goût pour la politique ne date pas d'hier : « **A 14 ans, j'ai adressé une lettre à François Fillon**, alors maire de Sablé-sur-Sarthe, pour lui demander un rendez-vous. Il m'a reçu à la mairie et je lui ai dit que je voulais un jour être élu, comme lui ! » Il prend sa première carte au RPR à 20 ans, milite, colle des affiches... Mais **c'est par le syndicalisme qu'il fera véritablement son entrée en politique.** Secrétaire général du syndicat des Bordeaux et Bordeaux supérieurs, administrateur de la Fédération des grands vins,

membre de la Commission sociale et fiscale de la FNSEA... Il est repéré en 2004 pour succéder à un conseiller général girondin sur le départ. En 2008, il devient maire de son village de Sauveterre-de-Guyenne, puis président de la communauté de communes, qui regroupe « 52 communes, 17 000 habitants et 20 000 ha de vignes », énonce-t-il fièrement. Il retrouve François Fillon lors de la dernière campagne présidentielle en tant que conseiller agricole. Il est aujourd'hui candidat dans « une circonscription très rurale » où se trouve « la plus petite commune de France, Castelmoron-d'Albret, 3 ha ! », vante-t-il. Son ambition : faire remonter les problématiques agricoles et rurales au Parlement. « **Nous gérons des lois inadaptées**, regrette-t-il. Le législateur ne semble pas comprendre les territoires ruraux et l'agriculture est plus souvent perçue comme une contrainte. Or, si le député représente la nation dans son territoire, il est aussi le représentant de son territoire à l'Assemblée nationale ! » **A. Ca**

LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ

SÉBASTIEN GARDETTE (PUY-DE-DÔME)

« Ouvrir l'Assemblée nationale aux gens de terrain »



Elu à la présidence de la chambre d'agriculture en 2013 sous la bannière Confédération paysanne-Coordination rurale, Sébastien Gardette, **le plus jeune président des chambres de France**, aime « réunir et fédérer pour un intérêt collectif » plutôt que pour l'idéologie d'un parti. « Le mouvement En Marche me correspond, explique-t-il. J'ai adhéré dès février 2017 à l'élan de ce renouveau politique, dont la France avait grand besoin. Je n'avais jamais adhéré à aucun parti politique auparavant car je ne m'y reconnaissais pas... » Soutenu par ses proches et ses pairs, ce pro-européen convaincu, **président de la Confédération paysanne de 2009 à fin 2012**, pose sa candidature

pour les législatives et y est retenu. « **Cette opportunité donnée à des gens de terrain d'entrer à l'Assemblée nationale est pleine de pragmatisme et de bon sens.** En tant qu'éleveur, je souhaite évidemment être force de propositions pour l'agriculture et la ruralité, sans oublier toutes les problématiques d'une circonscription de 132 communes, dont certaines touchent Clermont-Ferrand. Des grands chantiers pour l'agriculture et la forêt, avec une meilleure valorisation de nos productions, l'accès au numérique, aux soins et aux services publics en milieu rural s'ouvrent devant nous. Je suis porté par l'envie de faire avancer mon métier, ma région et plus largement mon pays. » Les gens rencontrés lors de sa campagne se disent « très favorables à un paysan à l'Assemblée nationale, assure-t-il. Et ils savent l'exprimer ! » S'il est élu, Sébastien envisage d'embaucher un salarié sur son exploitation, comptant trois associés et un salarié. « Cet engagement exigeant ne devra pénaliser ni les miens, ni l'exploitation. » **M. R. M.**

PARTI SOCIALISTE

MARIE-NOËLLE TRIBONDEAU (MAYENNE)

« Notre métier pousse à l'engagement »



« **E**tre candidate socialiste dans un territoire où l'agriculture est la principale activité n'est pas facile, surtout dans le contexte politique actuel, reconnaît la mayen-

naise Marie-Noëlle Tribondeau. Mais cela correspond à mes convictions ! » A 62 ans, cette agricultrice est en train de transmettre son exploitation avicole à son fils. Elle souhaite consacrer son temps et son énergie à un mandat national. Une ambition née de ses engagements dans sa commune de Bierné. « Notre profession a cet avantage de pousser à l'implication locale, estime-t-elle. **Je me suis d'abord investie dans la vie associative et, de fil en aiguille, je suis entrée au conseil municipal et suis devenue maire en 2001.** J'en suis à mon troisième mandat ! » Déjà candidate aux législatives de 2012, elle avait échoué au deuxième tour, à 48,27 % des voix. Elle était alors sans étiquette mais soutenue par le Parti socialiste. D'où son ral-

liement aujourd'hui : « Je suis quelqu'un de loyal ! » L'éleveuse se définit aussi comme « une élue de terrain, sans dogmatisme ». « On ne s'attache pas beaucoup à la couleur politique à l'échelon communal, explique-t-elle. **La diversité des opinions fait avancer les choses et c'est dans cet état d'esprit que je me présente aujourd'hui.** » Les sujets qu'elle entend porter à l'Assemblée nationale ? La défense de la profession agricole bien sûr, mais « dans sa globalité », qui intègre, selon elle, l'alimentation, l'environnement, l'emploi local, les services ruraux... Son combat pour la reconnaissance du statut des femmes en agriculture durant sa carrière a aussi forgé sa personnalité politique. « C'est dans mes gènes », confie-t-elle. **A. Ca**

FRONT NATIONAL

AGNÈS CAUDRON (PAS-DE-CALAIS)

« Le déclic, mon non à Maastricht »

« **J'**ai toujours été sensible à la politique mais c'est ma décision de voter non au traité de Maastricht en 1992 qui a été le déclic, explique Agnès Caudron, installée en EARL avec son fils Thibault sur une exploitation de polyculture et maraîchage de 80 ha, et salariée à mi-temps à la MSA. **L'Europe devrait aider les agriculteurs et, dans les faits, c'est l'inverse, elle s'est retournée contre eux.** » Le sens public, elle a baigné dedans très petite, aux côtés de son père, conseiller municipal à 22 ans. Séduite par Marine Le Pen, elle a pris la carte du FN en 2011 et a été élue il y a deux ans conseillère régionale, chargée du dossier agricole. Elle est aujourd'hui candidate aux législatives sous les couleurs du Front national dans la première circonscription du Pas-de-Calais, qui s'étend de Saint-Pol-sur-Ternoise à Bapaume, un secteur « plutôt privilégié » sur le plan agricole. « J'ai été conseillère municipale de 2001 à 2014 et, si j'ai choisi d'aller plus loin, c'est surtout pour défendre les agriculteurs qui devraient vivre décemment de leur métier, explique-t-elle. **Je suis persuadée qu'en s'investissant, on**

peut changer les choses. Je voudrais qu'on donne un grand coup de simplification administrative. S'installer est un parcours du combattant : il faut deux ans de paperasses et le jeune doit déboursier de l'argent pour monter ses dossiers avant de pouvoir toucher les aides, c'est une ineptie. Je voudrais qu'on favorise la consommation de produits localement, qu'on remette **un peu de protectionnisme pour les produits comme le lait ou le blé,** que ceux qui n'ont pas de revenu ne paient pas de MSA... c'est pour toutes ces raisons que j'ai choisi de me battre. » **B. C.**



LA FRANCE INSOUMISE

PHILIPPE COLLIN (YONNE)

« Il faut en finir avec les conflits d'intérêts »

« **P**ourquoi m'engager ? Parce que l'urgence sociale et environnementale impose un changement profond des politiques menées depuis cinquante ans au mépris de l'humain ! » Soutien d'Arnaud Montebourg lors des primaires de la gauche, Philippe Collin a rallié La France insoumise après l'éclatement du PS. « **L'économie solidaire, l'idée de placer l'humain d'abord et d'organiser les échanges commerciaux de façon juste** » sont des valeurs « non seulement professionnelles mais aussi citoyennes » qu'il partage avec le parti de Jean-Luc Mélenchon. « Aujourd'hui, l'Union européenne se résume au principe de concurrence libre et non faussée. Ce qui signifie la loi du plus fort, le nivellement par le bas et la recherche d'une croissance infinie sur une planète qui a des ressources finies... **À cette concurrence, j'opposerai la coopération, la solidarité et la nécessité de ne prélever que ce que la Terre peut donner.** » Cet ancien porte-parole de la Confédération paysanne estime que « ces combats se mènent partout ». Alors pourquoi pas dans l'hémicycle, où il aimerait porter quelques « dossiers brû-



lants qui [lui] tiennent à cœur ». Comme celui des lobbies, actifs notamment dans le secteur agricole, qui « nuisent à l'intérêt de la société, des agriculteurs, de l'environnement... **En finir avec les conflits d'intérêts dans tous les domaines est une urgence démocratique !** » Toujours en activité, « donc au fait de la situation de mes concitoyens », il est installé dans l'Yonne sur un Gaec à quatre associés et quatre salariés, en polyculture-élevage laitier bio, avec transformation et vente directe. « Je paye quelqu'un pour me remplacer quand je n'y suis pas. S'engager en politique demande quelques sacrifices mais cela a du sens pour défendre l'intérêt public. » **B. L.**